

**03 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens**  
**03 Proposition de loi modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes**

***Algemene bespreking***

***Discussion générale***

De algemene bespreking is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Mme Galant est souffrante. Elle renvoie au rapport écrit.

03.01 **François Bellot** (MR): Monsieur le président, chers collègues, monsieur le ministre, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 2006 réglant les activités économiques et individuelles avec des armes, combien de fois n'avons-nous pas été interpellés quant à la pertinence des choix qu'elle contient: excessive rigueur de la loi, difficultés d'application, dépossession et destruction d'armes de grande valeur – financière, artistique, historique ou sentimentale – ou tout simplement détenues en toute légalité depuis de nombreuses années par des personnes honnêtes n'ayant jamais causé le moindre problème, formalités administratives surabondantes, montant excessif des redevances, incertitudes quant au renouvellement des autorisations de détention délivrées, extrême méfiance des détenteurs d'armes envers les intentions réelles des autorités publiques.

La rigueur de la loi a-t-elle permis que soit atteint son objectif, à savoir sortir les armes de la clandestinité? Il faut bien admettre que non. Il était par conséquent indispensable de modifier cette loi en plusieurs points. Il s'agissait tout d'abord d'étendre la liste des motifs légitimes en vue d'y intégrer les personnes qui souhaitaient conserver leurs armes sans pour autant tirer. Je pense aux personnes qui ont acquis une arme par voie de succession ou encore aux chasseurs ou aux tireurs sportifs souhaitant cesser leurs activités respectives.

Il convenait également de réfléchir à la situation des personnes qui détenaient une arme depuis de nombreuses années avant le vote de cette loi, pour autant bien évidemment que cette arme ne fût pas prohibée. Il s'agissait encore de simplifier la procédure de renouvellement des autorisations de détention d'arme ou de revoir très fortement à la baisse la redevance à payer tous les cinq ans. Dès le début de la législature, le MR a ouvert un débat en déposant plusieurs propositions de loi. C'est d'ailleurs sur la base d'une proposition de loi MR que les périodes transitoires contenues dans la loi sur les armes ont été prolongées jusqu'au 31 octobre 2008. Ce délai supplémentaire devait être mis à profit pour modifier cette loi quant au fond. Dans ce cadre, et toujours sous l'impulsion des élus du MR, la commission de la Justice de la Chambre a auditionné de nombreux experts du secteur des armes en vue de recueillir l'avis de praticiens et d'acteurs de terrain au sujet des améliorations indispensables à apporter à la loi

sur les armes.

Au mois de décembre 2007, la Cour constitutionnelle a rendu un arrêt particulièrement important et déterminant quant à l'évolution du dossier.

La volonté de trouver une solution pour les détenteurs passifs et la motivation de cet arrêt ont amené les groupes de la majorité à déposer l'amendement introduisant un nouvel article 11/1 dans la nouvelle loi sur les armes.

Dans la mesure où il s'agit d'un amendement fondamental, je tiens à en préciser à nouveau la portée. Jacqueline Galant l'a déjà fait durant les travaux de la commission de la Justice. Mais il importe que chacun d'entre nous ainsi que les services du ministre de la Justice et des gouverneurs disposent des explications nécessaires pour une application cohérente et uniforme de cette disposition. Ces informations figureront dans le compte-rendu de nos travaux et les services compétents pourront s'y référer. Dans son arrêt du 19 décembre 2007, la Cour constitutionnelle reproche à l'article 11, §3, alinéa 9, "de ne pas mentionner comme motif légitime la conservation dans un patrimoine d'une arme qui était détenue légalement". Pour cette raison, la Cour annule l'article 11, §3, alinéa 9, "en ce qu'il ne mentionne pas comme motif légitime la conservation d'une arme dans un patrimoine lorsque la demande d'autorisation de détention concerne une arme soumise à autorisation, à l'exclusion des munitions pour lesquelles une autorisation de détention a été délivrée ou pour laquelle une autorisation de détention n'était pas requise".

Plusieurs conclusions doivent être tirées de cet arrêt. Il est indispensable d'intégrer, dans la loi sur les armes, un nouveau type de détention: la détention d'une arme soumise à autorisation sans munitions. Cette détention sans munitions ne peut être accordée que s'il s'agit de conserver une arme dans un patrimoine. Ce nouveau motif légitime ne peut donc être invoqué par une personne qui souhaite acheter une arme chez un armurier, sans pour autant vouloir l'utiliser.

La Cour constitutionnelle précise, par ailleurs, que si l'on souhaite conserver cette arme, elle doit avoir été détenue légalement. La Cour envisage deux situations: soit une autorisation de détention a été délivrée, soit une autorisation n'était pas requise pour l'arme concernée.

L'amendement n° 7 introduisant un nouvel article 11/1 dans la loi vise à autoriser cette détention sans munition et ce, conformément au prescrit de la Cour constitutionnelle.

Ce nouvel article précise très clairement que l'autorisation envisagée n'est valable que pour la simple détention de l'arme à l'exclusion, je le répète, des munitions. Cette autorisation ne peut être accordée qu'aux personnes souhaitant conserver dans leur patrimoine certaines armes. L'article en projet ne permettra donc pas à une personne d'acheter une arme chez un armurier et d'obtenir une autorisation de détention sans munition. Les hypothèses visées ont été définies eu égard à la motivation et au dispositif de l'arrêt de la Cour constitutionnelle.

Les armes visées par cet article 11/1 sont les armes détenues légalement. Le principe général de cet article consiste à n'autoriser la détention

sans munition que pour les armes qui étaient détenues légalement et que le détenteur souhaite conserver.

La deuxième catégorie visée sont les armes qui avaient fait l'objet d'une autorisation. Cet élément de l'article en projet vise les situations suivantes. Il y en a deux. La personne qui a acquis l'arme avant l'entrée en vigueur de la loi de 2006 et a, à l'époque, obtenu l'autorisation ou la personne qui reçoit dans le cadre d'une succession une arme soumise à autorisation, que ce soit en vertu de l'ancienne loi ou de la loi de 2006. Une autorisation a été délivrée pour cette arme à la personne décédée.

Il y a le cas des armes pour lesquelles une autorisation n'était pas requise avant l'entrée en vigueur de la loi de 2006. Dans ce cas, la personne a acquis une arme avant l'entrée en vigueur de la loi de 2006 et cette arme n'était pas soumise à autorisation.

Il y a bien entendu les chasseurs et les tireurs sportifs qui désirent arrêter de pratiquer leur hobby mais qui souhaitent toutefois conserver leur arme. Avant l'entrée en vigueur de la loi de 2006, les armes de chasse et de sport n'étaient pas soumises à autorisation. L'article 12 de la loi précise que l'article 11 n'est pas d'application pour les chasseurs et les tireurs sportifs. Par conséquent, la détention d'une arme de chasse ou de tir sportif ne fait pas l'objet d'une autorisation au sens strict du terme puisqu'elle est détenue par un chasseur ou un tireur sportif. C'est ce qui explique la rédaction proposée. C'est également pour cette raison qu'il n'est pas fait mention de la date d'acquisition de l'arme.

Je voudrais citer un exemple. M. X acquiert une arme de chasse. J'insiste sur le fait que cela soit avant ou après l'entrée en vigueur de la loi de 2006. L'article adopté ne fait pas référence à la date d'acquisition de l'arme.

Ce monsieur X est détenteur d'un permis de chasse. L'article 11 de la loi ne s'applique pas. Il n'y a donc pas d'autorisation au sens strict. À l'expiration de la validité de son permis de chasse, M. X ne souhaite plus pratiquer son hobby mais voudrait conserver son arme de chasse. Il peut dès lors bénéficier de la possibilité prévue par le nouvel article 11/1 et, par conséquent, il peut détenir son arme de chasse mais sans munition. Il en va de même dans le cadre d'une succession si la personne reçoit une arme de chasse ou de tir sportif.

Comme vous pouvez le constater, la détention sans munition permet aux personnes qui détiennent légalement une arme mais qui ne souhaitent pas l'utiliser de la conserver. Désormais, elles ne seront plus dépossédées de leur bien par l'État, ce qui était légitimement ressenti comme une injustice et une atteinte à leur droit de propriété.

Certes, cette modification est fondamentale mais le texte adopté par la commission de la Justice a apporté des modifications pertinentes à plusieurs niveaux. Tout d'abord, au niveau juridique, désormais, avant de pouvoir intégrer une arme dans la catégorie des armes soumises à autorisation, le Roi devra obtenir l'avis du Conseil consultatif des armes. La possibilité donnée au Roi d'étendre, en tout ou en partie, aux armes autres que les armes à feu, les dispositions

légalles concernant les agréments et les autorisations a été supprimée. Ce faisant, l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi à la base de la loi de 2006 est enfin respecté. Les conditions dans lesquelles des armes peuvent être prêtées sont enfin clarifiées. Par ailleurs, d'autres notions sont précisées, adaptées ou modifiées.

Au niveau de la simplification administrative, les auteurs de la proposition de loi et des amendements ont apporté une série d'innovations intéressantes. Tout d'abord, les chasseurs et les tireurs sportifs seront désormais exemptés des épreuves théoriques et pratiques. Les tireurs sportifs seront exemptés de l'attestation médicale. Les collectionneurs et les personnes participant à des activités historiques, folkloriques, culturelles ou scientifiques seront également exemptés de cette attestation médicale.

L'article 32 de la nouvelle loi est revu et pose le principe que les agréments et autorisations sont accordés pour une durée indéterminée. Il reviendra au gouverneur de contrôler tous les cinq ans si les titulaires de ces agréments et autorisations respectent la loi et satisfont aux conditions de délivrance des documents.

Le mécanisme est aujourd'hui inversé. Le titulaire de l'autorisation ne devra plus demander tous les cinq ans le renouvellement de son autorisation.

C'est le gouverneur de la province qui vérifiera si les conditions d'autorisation sont toujours remplies. Les détenteurs ne devront plus produire à nouveau une attestation médicale et repasser les épreuves théoriques et pratiques.

Pour ce qui concerne les collectionneurs, le seuil fixé de dix armes est réduit à cinq armes

Désormais, ils ne devront plus acquérir que cinq armes avant d'obtenir leur agrément, ce qui représente une simplification administrative et une réduction considérable des frais à consentir avant d'obtenir l'agrément. Certaines armes prohibées non à feu faisant partie des collections pourront être conservées, pour autant que le propriétaire obtienne un agrément de collectionneur.

Pour ce qui concerne le montant des redevances, des aménagements ont été obtenus, compte tenu des marges budgétaires actuelles et de la couverture insuffisante des dépenses effectuées par le département de l'Intérieur pour financer les services des gouverneurs. Désormais, le montant de la redevance à payer lors de la demande et du renouvellement est littéralement déterminé comme suit: "Pour toutes les autorisations de détention d'une arme soumise à autorisation au nom de la même personne, c'est un montant forfaitaire de 85,00 euros". Concrètement, cet article signifie que, pour chaque demande d'autorisation, un montant forfaitaire de 85,00 euros devra être acquitté; que la demande d'autorisation concerne une ou plusieurs armes, le montant sera de 85,00 euros. Il y a donc un intérêt manifeste à déclarer l'ensemble des armes. Lors du contrôle effectué tous les cinq ans par le gouverneur, le montant de la redevance sera de 85,00 euros, que le contrôle porte sur une ou plusieurs armes.

Le texte auquel nous avons abouti contient une série d'innovations. Certaines constituent des modifications majeures par rapport à la loi de 2006. D'autres le sont moins, mais faciliteront la vie des détenteurs d'armes qui, pour la plupart, ne

posent jamais de problèmes en termes de sécurité publique.

Si vous me permettez l'expression, le texte de la proposition de loi corrige le tir, là où le précédent texte se trompait de cible. La loi de 2006 a donné l'impression aux détenteurs d'armes que l'on voulait s'attaquer à la criminalité en réduisant les motifs légitimes de détention d'armes en les soumettant à des tracasseries administratives invraisemblables, voire en les dépossédant des armes qu'ils détenaient en toute légalité et en toute honnêteté depuis de nombreuses années. D'aucuns ont vécu l'élaboration du projet de loi à la base de la loi de 2006 comme étant l'occasion de réduire de manière drastique la détention d'armes par des particuliers. Le prétexte est connu. La réduction de la détention d'armes conduirait à une réduction parallèle de la criminalité. Rien n'est moins vrai.

Tout le monde sait que le marché illégal est bien plus menaçant pour la sécurité publique que la vente déclarée d'armes aux particuliers ou la détention légale d'armes par les particuliers. En effet, ce sont les armes issues de filières clandestines qui sont utilisées dans la plupart des agressions avec armes à feu. À l'occasion des auditions, le représentant du parquet fédéral a déclaré que les armes à feu, hors armes de chasse et tir sportif, dont la détention pour motif légitime est autorisée, sont présentes dans 2% des homicides alors que les armes issues du trafic international d'armes de guerre représentent 26% et que les armes blanches telles que couteaux, canifs et cutters sont présents pour 36%. Par conséquent, il est essentiel et impératif d'intégrer dans les priorités de la politique des poursuites le démantèlement des filières alimentant le marché parallèle d'armes prohibées. La Chambre des Représentants s'est chargée de corriger les égarements les plus manifestes contenus dans la loi que nous avons votée en 2006. Il revient à présent au gouvernement d'intégrer dans les priorités de la politique des poursuites le démantèlement des filières alimentant le marché parallèle. Il est également indispensable et urgent de réformer le Registre central des armes afin qu'il soit enfin opérationnel. Ce registre doit permettre de connaître le nombre d'armes détenues dans notre pays, de vérifier si une personne est titulaire d'une autorisation de détention ou encore de permettre aux forces de police et aux gouverneurs de prendre les mesures adéquates s'il apparaît qu'une personne qui constitue un risque pour la sécurité publique détient une arme.

Le texte auquel nous avons abouti rééquilibre la loi de 2006, la rend plus acceptable pour le secteur. Il est de nature à rendre possible l'objectif initial de cette loi, à savoir la déclaration d'un nombre maximal d'armes, de faire remonter à la surface un maximum d'armes et non d'en détruire un maximum. D'autres adaptations devront certainement y être encore apportées. Des imperfections existent encore certainement dans cette loi de 2006; il conviendra sans doute de remettre l'ouvrage sur le métier après une nouvelle évaluation.

Mais, dès à présent, nous pouvons nous féliciter d'avoir abouti à un texte qui contient une alternative à la destruction des armes détenues

légalement, parfois depuis des années. Les dispositions adoptées par la commission de la Justice visent également à réduire l'insécurité juridique et à simplifier les charges administratives auxquelles étaient soumis les détenteurs d'armes. Compte tenu des possibilités budgétaires actuelles, le montant des redevances a été revu à la baisse mais, bien entendu, pas annulé. Sur ce dernier point, il conviendra sans doute de mener une évaluation approfondie et de chiffrer de manière exacte l'impact budgétaire pour le département de l'Intérieur.

Chers collègues, le texte qui se trouve sur nos bancs répond, nous semble-t-il, à la plupart des préoccupations que notre groupe a exprimées depuis le vote de la loi de 2006. Nous émettrons par conséquent un vote positif.

**03.02 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld):** Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, op 18 oktober 2007, bijna negen maanden geleden, hebben wij hier in dit halfrond de verlenging van de amnestieperiode tot 31 oktober 2008 besproken en goedgekeurd. De Open Vld heeft toen verduidelijkt een dubbelspoor te volgen: enerzijds een verlenging van de amnestieperiode en anderzijds een reparatiewet, met dien verstande dat het een niet zonder het andere kon. Waarom een reparatiewet? Intussen was immers gebleken dat de nieuwe wapenwet van 2006 voor heel wat moeilijkheden op het terrein zorgde en omdat sommige onbedoelde gevolgen vooraf onvoldoende werden ingeschat. Welnu, waarde collega's, wij hebben woord gehouden want vandaag is die reparatiewet er en straks wordt de wet in deze plenaire vergadering goedgekeurd. Voor ons gaat een goede wapenwetgeving uit van drie belangrijke drijfveren. In de eerste plaats het uit de illegaliteit halen van wapens door mensen aan te zetten om wapens aan te geven. Een tweede drijfveer is het bewust maken van mensen van het mogelijke gevaar van wapens op het vlak van de veiligheid. Een derde drijfveer is het aan de dag leggen van redelijkheid ten opzichte van de wapenliefhebber en de professional die zijn best doet om altijd met alles in orde te zijn. Vanuit deze drie drijfveren hebben wij eind vorig jaar als Open Vld, op basis van de resolutie van 8 maart 2007, die tijdens de vorige legislatuur werd besproken en aangenomen, samen met onze collega's van de CD&V een evenwichtig, uitvoerig en onderbouwd wetsvoorstel ingediend. Dit wetsvoorstel werd door de commissie voor de Justitie als meest omvattende wetsvoorstel aangenomen en weerhouden als basis voor de bespreking.

Tijdens de voorbije maanden, collega's, volgde het arrest van het Grondwettelijk Hof en werd binnen de meerderheid intens vergaderd en onderhandeld. Dit heeft geleid tot een aantal meerderheidsamendementen die de voorbije weken werden behandeld en goedgekeurd in de commissie voor de Justitie. Het resultaat is geen soepeler maar wel een evenwichtiger wapenwetgeving.

Voor de concrete wijzigingen geef ik nu graag het woord aan mijn collega, mevrouw Van Cauter.

De **voorzitter**: Mevrouw Van Cauter heeft het woord.

**03.03 Carina Van Cauter (Open Vld):** Mijnheer

de voorzitter, collega's, zoals mijn goede collega Sabien Lahaye-Battheu net heeft gezegd, blijven wij achter de oorspronkelijke wet van 8 juni 2006 staan, alsook achter de doelstellingen die wij toen wilden bereiken, zoals het mogelijk maken van de traceerbaarheid van wapens, zoveel mogelijk wapens uit de illegaliteit halen, collega Dedecker, en de strijd tegen zinloos geweld.

(...): (...)

De **voorzitter**: U moet wel eerst het woord vragen.

03.04 **Jean Marie Dedecker** (LDD): Mevrouw Van Cauter, ik vraag mij af waarom uw partij dit de vorige keer goedgekeurd heeft.

03.05 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Collega Dedecker, u zult dat moeten vragen aan mijn voorgangers.

03.06 **Jean Marie Dedecker** (LDD): Ik doe het, bij dezen.

03.07 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Ik kan eraan toevoegen dat een aantal – u hebt mij niet laten uitspreken, maar ik ging ertoe komen – van de gevolgen van de vorige wetgeving niet bedoeld waren. De toepasbaarheid op het terrein heeft ons, parlementsleden, laten inzien dat er effectief een aantal wijzigingen nodig waren. Ondertussen heeft ook het Grondwettelijk Hof een arrest uitgevaardigd zodat een oplossing kon worden geboden voor een aantal wapenbezitters. Ik heb het over jagers, sportschutters en erfgenamen die in hun vermogen een wapen aantreffen of gestopt zijn met hun activiteit en die de mogelijkheid moet worden gelaten, als het gaat over een vergund wapen, om het wapen te behouden in hun vermogen.

Ik kom terug naar het punt waar ik begonnen was.

03.08 **Jean Marie Dedecker** (LDD): (...) De vorige keer hebben wij dat ook aangevoeld. Al de elementen die u nu zou veranderen, werden toen allemaal verworpen. Het zou mooi zijn van uw collega's om daarop eens te antwoorden.

03.09 **Herman De Croo** (Open Vld): Mijnheer Dedecker, u weet de zaken bij voorbaat. Wij wachten de zaken af en dan corrigeren wij.

03.10 **Jean Marie Dedecker** (LDD): (...) kan voorkomen, mijnheer De Croo.

De **voorzitter**: Mevrouw Van Cauter heeft het woord.

03.11 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, collega's, met deze wetgeving – het is gebleken uit de hoorzittingen dat daaraan nood was – moeten wij voorkomen dat er wapens op een onoordeelkundige manier zouden worden gebruikt, door mensen die daartoe niet zijn opgeleid, en dat wapens impulsief worden gebruikt.

Collega's, dit is dan ook de reden waarom er een aantal aanpassingen werd voorgesteld in dit wetsvoorstel. Men kan zich er niet in algemene bewoordingen van af maken door te zeggen – een aantal collega's zullen dit straks misschien nog wel doen, in de pers is het ook hier en daar reeds aangehaald – dat het zou gaan over een algemene versoepeling van de wapenwet. Ik zie collega Van Hecke knikken. Dit is niet juist.

Aan het onderscheid tussen vergunningsplichtige wapens en verboden wapens is niets gewijzigd. Integendeel, de nachtkijker wordt effectief verboden. Dat is misschien wel geen wapen, maar het is een handig instrument voor degene die

geen goede bedoelingen heeft. De lijst van de strafbare feiten die verhinderen dat iemand een wapenvergunning zou krijgen, is uitgebreid. De politiediensten en gouverneurs kunnen vandaag niet alleen vergunningsplichtige wapens, maar ook vrij verkrijgbare wapens in beslag nemen als de openbare veiligheid in het gedrang is. Het verbod op de verkoop van wapens via internet wordt nog uitgebreid.

Anderzijds, ik ben ermee begonnen, hebben wij inderdaad willen remediëren aan een aantal onbedoelde gevolgen, hebben wij willen tegemoetkomen aan het arrest van het Grondwettelijk Hof, hebben wij effectief ook de rechtszekerheid willen dienen en hebben wij willen zorgen voor een administratieve vereenvoudiging. Die is er gekomen op expliciete vraag van de gouverneurs en de politiediensten.

Daarom zullen de vergunningen voortaan voor onbepaalde duur worden verstrekt. Dit is uiteraard geen vrijgeleide collega Dedecker, want om de vijf jaar zal opnieuw moeten worden gecontroleerd of men effectief aan de voorwaarden voldoet om een vergunning te hebben. Zoals ik reeds zei, deze onbeperkte vergunning dient de rechtzekerheid en houdt een administratieve vereenvoudiging in. Uiteindelijk wordt ook voorzien in de mogelijkheid tot passief wapenbezit voor deze wapens waar voorheen een vergunning voorhanden was of waar voorheen geen vergunning vereist was. Met passief wapenbezit wordt bedoeld dat men niet kan beschikken over munitie. Ik neem aan dat een aantal collega's daarover straks zullen zeggen dat deze regel zijn doel zal missen of zou kunnen missen.

Ik dien dit nu bij voorbaat reeds tegen te spreken om straks niet opnieuw te moeten reageren. Wij weten allemaal dat men om munitie te kunnen krijgen in het bezit moet zijn van een vergunning, zodat alleen degenen met een vergunning in de mogelijkheid zullen zijn om zich munitie aan te schaffen.

03.12 **Clotilde Nyssens** (cdH): Monsieur le président, chers collègues, monsieur le ministre, la loi du 8 juin 2006 réglant les activités économiques et individuelles sur les armes représentait une avancée majeure dans l'optique d'un meilleur contrôle des armes circulant dans notre pays. Nous avons à l'époque, comme tout le monde, soutenu cette loi. Il n'est pas dans notre intention de l'assouplir, mais bien de la rendre plus praticable.

La proposition qui est votée aujourd'hui et qui fait suite à de nombreuses auditions ne peut pas être considérée comme un assouplissement général de la législation pour les raisons suivantes.

Première raison: les cas d'irrecevabilité des demandes d'agrément de personnes exerçant des activités professionnelles impliquant la détention d'armes à feu ont été élargis. La liste des infractions au Code pénal pour lesquelles une personne condamnée est irrecevable pour introduire une demande d'agrément est élargie à tous les délits où il est question de violence et d'abus de confiance. Les demandes d'agrément émanant de personnes ayant commis une infraction à la réglementation concernant la chasse et le tir sportif sont désormais irrecevables.

Deuxième raison: sont désormais expressément

irrecevables les demandes d'autorisation introduites par les personnes qui ne remplissent pas les conditions légales relatives à l'exigence de la majorité, à l'absence de condamnation pénale ou de décision relevant de la loi sur la protection de la personne des malades mentaux ou de la loi de défense sociale, à l'exigence d'une attestation médicale confirmant que le demandeur est apte à manipuler l'arme sans danger pour lui-même ou pour autrui, à l'absence d'opposition du cohabitant et à l'exigence d'un motif légitime.

Troisième raison: il est expressément indiqué que l'autorisation de détention d'une arme n'est accordée au demandeur que si, notamment, il justifie d'un motif légitime, non seulement pour l'acquisition mais aussi pour la détention de l'arme et des munitions. Ainsi celui qui n'exerce plus la profession pour laquelle il pouvait détenir une arme à feu n'a plus de motif légitime pour garder encore cette arme.

Quatrième raison: la loi encadre désormais le prêt d'arme entre personnes légalement autorisées à détenir une arme à feu. Cette situation était prévue dans la loi de 2006, mais n'avait pas été suffisamment réglementée.

Cinquième raison: le régime des interdictions de vente par correspondance, par internet ou à distance d'armes à des particuliers a été durcie.

Sixième raison: les contrevenants à la loi de 1933 s'exposent aux mêmes sanctions que les contrevenants aux dispositions de 2006 et à ses arrêtés d'exécution.

Septième raison: en cas de danger pour l'ordre public ou l'intégrité physique des personnes, les officiers de police pourront saisir non seulement l'arme concernée soumise à autorisation, mais aussi les armes à feu en vente libre que possède la personne.

Huitième raison: le contrôle des armuriers et des fabricants d'armes ressortit désormais à la police fédérale et non plus locale. Cela permet de pouvoir recourir aux techniques de contrôle plus spécialisées.

Neuvième raison: l'automatisme dans la délivrance d'une autorisation aux personnes détentrices d'une arme devenue soumise à autorisation, dès lors qu'elles sont majeures et n'ont jamais été condamnées, est apparu trop dangereux. Désormais, il ne devra en outre exister aucun motif d'ordre public qui donnerait lieu au retrait de l'autorisation.

Pour le reste, la proposition rend la loi certes moins ambitieuse, mais en même temps plus réaliste en donnant la priorité à l'enregistrement d'un plus grand nombre d'armes.

L'assouplissement le plus important n'a, en réalité, pas été décidé par le législateur, mais par la Cour constitutionnelle dans son arrêt du 19 décembre 2007. En effet, la proposition se doit de répondre à cet arrêt. Elle permet ainsi aux personnes désirant conserver dans leur patrimoine – ce qui constitue le point essentiel de cette nouvelle législation – une arme qui avait reçu une autorisation ou pour laquelle une autorisation n'était pas requise avant l'entrée en vigueur de la loi de 2006 d'obtenir une autorisation de détention sans munitions. Cette autorisation n'est valable que pour la simple détention de l'arme à l'exclusion des munitions et n'est délivrée que moyennant le respect des conditions légales,

hormis les conditions liées à l'exigence d'une attestation médicale, de la réussite d'une épreuve et de la justification d'un motif légitime.

L'article 11/2 nouveau règle les délais pour introduire cette demande particulière d'autorisation de détention, exception faite des munitions. Il est clair aussi que, dans notre esprit, cette autorisation de détention sans munitions n'exclut nullement toute condition supplémentaire éventuelle, telle la neutralisation – conformément à la résolution adoptée au parlement fédéral le 12 avril 2007. Dans cette résolution, le parlement demande en effet au gouvernement fédéral de proposer, après consultation du Conseil consultatif des armes, des solutions techniques réalisables pour neutraliser temporairement certaines catégories d'armes et pour en réglementer la détention.

En ce qui concerne les autorisations et les agréments, le système de renouvellement quinquennal obligatoire a été remplacé par des agréments et des autorisations à validité indéterminée. Cependant, dans un souci de sécurité publique, un contrôle effectif régulier est prévu toutes les cinq ans, par le gouverneur. Si le système est inversé, le résultat est donc identique. L'objectif est d'encourager les déclarations et d'éviter le développement du marché noir. Enfin, la loi tend à résoudre certaines difficultés pratiques d'application de la loi de 2006. Il est vrai que lors des auditions, nous en avons relevé un certain nombre.

Nous resterons cependant attentifs à ce que l'application de la loi ne conduise pas à des dérives non souhaitables.

Le cdH votera cette loi sans hésitation.

03.13 **Herman De Croo** (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, ik heb mijnheer Dedecker horen zeggen dat hij in de Senaat tegen het wetsontwerp heeft gestemd. Hij moet zich vergist hebben. Het wetsontwerp werd in de Senaat niet geëvoceerd.

03.14 **Jean Marie Dedecker** (LDD): Ik zal uw geheugen oprispen. Ik was in de partij tegen die wet. Ik heb 's ochtends nog met iemand van de VLD een debat gevoerd en hem klaar en duidelijk gezegd dat dit een on-wet was. Dat was waarschijnlijk ook een van de redenen waarom ik te veel werd in de partij.

03.15 **Herman De Croo** (Open Vld): U hebt gezegd dat u in de Senaat tegen hebt gestemd. Dat is een leugen.

03.16 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang):

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, vandaag past een mea culpa van dit Parlement.

De wapenwetgeving werd in 2006 naar aanleiding van de heel tragische gebeurtenissen die we allemaal kennen op een te overhaaste, veel te drastische en volkomen irrationele manier gewijzigd.

De wet-Onkelinx werd verkocht als een noodzakelijke ingreep om de impulsieve aankoop van gevaarlijke vuurwapens onmogelijk te maken. Tot daar bestond er natuurlijk een algemene consensus.

De wet ging echter veel verder. Het was de uitdrukkelijke bedoeling van sommigen om het wapenbezit bij gewone, brave burgers in heel sterke mate te ontmoedigen en verdacht te maken en bonafide wapenbezitters op een verkapte

manier te onteigenen.

Dit gebeurde via pestbelastingen, vernederende vijfjaarlijkse proeven en het verplicht definitief onklaar maken van vaak heel waardevolle wapens.

De wet-Onkelinx leidde bij een heel grote groep burgers - honderdduizenden mensen - tot ongelof, verbijstering, consternatie en nadien tot regelrechte woede. Woede die heel duidelijk tot uiting kwam in de stembus. In Wallonië droeg ze bij tot de heel zware achteruitgang van de Parti Socialiste en in Vlaanderen verklaarde ze mee de zware mokerslag die sp.a-Spirit te verduren kreeg. Spirit, de grote, arrogante pleitbezorger van deze onteigeningswet verdween zelfs helemaal uit dit halfroend.

De wet-Onkelinx was zodanig draconisch dat ze kans maakt om te blijven fungeren als schoolvoorbeeld van ondoeltreffende en contraproductieve symboolwetgeving, zelfs van emowetgeving, waarbij men onder druk van de camera's, onbezonnen en zonder dat kritische opmerkingen nog enige kans kregen, wetten doordrukt die geen draagvlak vinden bij de mensen op wie ze van toepassing zijn. Een van de hoofdbedoelingen van de wet was het aanleggen van transparante wapenregisters en het tegengaan van illegaal wapenbezit, het naar boven brengen van wapens. Ondanks de duidelijke strafbepalingen weigerden de wapenbezitters massaal en heel begrijpelijk om hun medewerking te verlenen, waardoor de wet haar doel volkomen voorbijschoot.

Het strafste van al was dat deze nieuwe wetgeving gigantisch veel extra werk zou opleveren voor de politie die alle wapenbezitters om de vijf jaar opnieuw had moeten examineren en bijgevolg heel veel tijd en energie had moeten blijven steken in een onverantwoord zwaar toezicht op die categorie van burgers waarmee men inzake veiligheid doorgaans het minst problemen heeft. Dat gebeurt bovendien in een tijd waarin de politie meer dan ooit de handen vol heeft met het bestrijden van draaideurcriminelen, stadsbendes en gewapende gangsters.

De wet kreeg daardoor een volkomen contraproductief karakter. Ze dreigde de onveiligheid op een schrijnende wijze in de hand te zullen werken in plaats van te verminderen. Collega's, wij zijn verheugd dat het gezond verstand in heel belangrijke mate is teruggekeerd. Het heeft lang geduurd, maar vandaag kunnen wij met tevredenheid vaststellen dat de wet in belangrijke mate wordt gewijzigd in de richting die door ons was aangegeven.

Belangrijkste verworvenheid is alvast dat de vergunning nu niet langer automatisch afloopt na vijf jaar, maar voor onbepaalde duur wordt toegekend. De vernederende, vijfjaarlijkse, theoretische en praktische examens vallen daardoor gelukkig weg. Dat zal zorgen voor een ontzettende werklastbesparing bij provinciale administraties en politiediensten.

Collega's, niettemin zal veel afhangen van de wijze waarop de vijfjaarlijkse controle van de wapenbezitters, die vandaag met de voorliggende wet wordt ingevoerd, zal geschieden. Wij vinden het in ieder geval onverstendig en fors drempelverhogend dat de overheid ter compensatie van voornoemde controle alle

wapenbezitters elke vijf jaar de retributie van 85 euro per vergunning wil doen betalen.

Ons amendement om bedoelde retributie enkel bij de toekenning van de vergunning te laten betalen, werd door de andere partijen echter jammer genoeg weggestemd.

In elk geval hopen wij dat de controle op de naleving van de wettelijke voorwaarden op een redelijke, proportionele wijze zal geschieden, ook al omdat de erg willekeurige bepaling in artikel 11 wordt gehandhaafd. Bedoelde bepaling perkt het wapenbezit voor persoonlijke verdediging op een draconische wijze in.

Een tweede, belangrijke wijziging is dat eindelijk wordt afgestapt van het idee-fixe dat ongebruikte wapens enkel in bezit mogen worden gehouden, indien zij onklaar worden gemaakt. Wij hebben van bij het begin opgeworpen dat voornoemde maatregel onrealistisch en onrechtvaardig is. Deze zou in vele gevallen immers leiden tot de definitieve onbruikbaarheid en bijgevolg de totale devaluatie van bedoelde wapens, die vaak heel waardevol zijn, vaak tientallen en soms honderden jaren oud zijn en op die manier worden vernietigd. Daarom stelden wij als enige partij van bij het begin voor om een vergunningscategorie van wapenbezit zonder munitie in te voeren. Wij zijn heel blij dat ons voorstel eindelijk door de andere partijen werd overgenomen.

Ten slotte zijn wij blij dat de voorliggende wetswijziging ook een vereenvoudigde overgang, zonder nieuwe, medische of theoretische proeven, van het jachtverlof en de sportschutterlicentie naar een klassieke wapenvergunning mogelijk maakt. Het gaat hier om zeer logische wijzigingen die de nieuwe wapenwet eindelijk een realistisch karakter geven waardoor ze een veel groter draagvlak zal krijgen bij de bonafide wapenbezitters. Perfect is de wet nog altijd niet maar het gaat om een grote doorbraak in de goede richting. Jammer genoeg dat het zo lang heeft moeten duren vooraleer de meerderheidspartijen tot een akkoord zijn gekomen. Hierdoor moeten nu de komende dagen kunstgrepen plaatsvinden om te verhinderen dat er ongelukken zouden gebeuren in de Senaat. Collega's, het is van belang dat de ingewikkelde wapenwet nu zo snel mogelijk bekend raakt bij alle betrokkenen en op een behoorlijke manier kan worden toegepast. Daarom willen wij ervoor pleiten een rustperiode in te lassen van enkele jaren om te vermijden dat de verwarring en de rechtsonzekerheid opnieuw zouden toenemen. Hoe dan ook zal deze wet, die duidelijk onvolmaaktheden vertoont, op een gegeven moment opnieuw moeten geëvalueerd worden. Ik denk echter – en dan kijk ik vooral naar de linkerzijde – dat de strijdbijl nu best voor een tijdje begraven wordt. Ik hoop alvast dat de traditionele partijen, zeker deze aan de linkse en extreemlinkse zijde van het politieke spectrum, nu hun les geleerd hebben en dat ze beseffen dat symboolwetgeving niets overlevert, dat ze kort nadien toch weer ongedaan wordt gemaakt. Ik durf hopen dat men nu eindelijk zal ophouden jacht te maken op brave burgers, dat men zal ophouden met het criminaliseren van bonafide wapenbezitters.

03.17 **André Frédéric** (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, je serai bref car je sens l'impatience de mes

collègues à passer à d'autres réjouissances. Je ne remonterai pas inutilement le temps afin d'expliquer les raisons qui ont poussé le Parlement à adapter, de manière substantielle, la législation sur les armes de 1933, déjà modifiée en 1992, avec ensuite l'adoption de la loi de juin 2006 dont question aujourd'hui et qui fut votée, à l'époque, à l'unanimité de notre Parlement moins deux abstentions, majorité et opposition confondues. Ceci indiquait la conviction des collègues – il y a à peine deux ans – quant à l'importance de cette loi. Ce sentiment n'a évidemment pas changé. Il s'agissait, à l'époque, au-delà de l'événement dramatique d'Anvers, de transposer les directives européennes en matière de traçabilité des armes et de sécurité publique. Ces objectifs de mieux contrôler le commerce des armes et d'améliorer la sécurité publique sont partagés par l'ensemble des partis politiques et figurent parmi leurs préoccupations actuelles. Monsieur le président, contrairement à ce que d'aucuns prétendent, les fondements de la loi de 2006 – les collègues qui viennent d'intervenir l'ont également signalé – restent des acquis importants. Aujourd'hui, l'objectif est d'encourager les personnes qui détiennent des armes à les déclarer afin d'assurer leur traçabilité et de savoir enfin, dans ce pays, qui possède une arme et où elle se trouve. C'est quand même la moindre des choses!

Nous avons donc renforcé certaines dispositions en interdisant, par exemple, le commerce des armes par internet et en allongeant la liste des infractions qui entraînent l'interdiction de posséder des armes pour leurs auteurs.

Monsieur le président, nous savons tous que cette matière est particulièrement délicate car la détention des armes touche à plusieurs droits essentiels (droit de propriété, droit à la sécurité) mais aussi au sentiment de sécurité ou d'insécurité de l'ensemble de nos concitoyens. Nous savons et nous l'avons entendu dire à l'occasion de rencontres sur le terrain, que nombre de personnes gardent leurs armes en souvenir de parents disparus ou aiment simplement collectionner des armes particulières. Alors que l'ancien gouvernement de manière unanime (MR, VLD, sp.a, PS) pensait faire œuvre utile, alors que notre Parlement pensait agir dans la bonne direction, nous avons eu collectivement – il faut le reconnaître – une approche insuffisamment nuancée. Nous n'avons pas assez mesuré les dimensions affectives et la valeur sentimentale qu'attachent à leurs biens certains détenteurs d'armes.

Nous n'avons pas mesuré non plus le coût excessif demandé pour de nouvelles déclarations de détention d'armes, surtout pour des titulaires détenant plusieurs armes.

C'est pour l'ensemble de ces raisons que, comme d'autres collègues, nous avons déposé plusieurs propositions de loi, en vue de remédier aux imperfections engendrées par la nouvelle loi de juin 2006. J'ai entendu mon collègue, M. Bellot, faire allusion aux propositions déposées par le MR. Chaque groupe politique a donné son avis et a pris des initiatives en la matière. M. Gilkinet me dit que tous ne l'ont pas fait. Monsieur Gilkinet, Ecolo n'a effectivement pas pris d'initiative et je ne vous ai entendu qu'à une seule reprise pendant

l'ensemble des débats en commission.

M. Bellot y a fait allusion; dans un esprit constructif, nous avons reporté le débat, de manière à ce qu'une discussion sereine puisse être engagée. Tel a été le cas puisque nous avons mené un débat de fond, en dehors de toute considération partisane et polémique.

**03.18 Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!):** Monsieur le président, j'espère que le débat se déroulera sans provocation partisane ou politicienne. Les débats en commission se sont passés de manière sereine. Chacun a défendu ses positions. Tous les groupes politiques étaient présents. Si M. Frédéric n'a pas encore une bonne notion de ce qu'est un "groupe politique", je prendrai cinq minutes pour le lui expliquer!

**03.19 André Frédéric (PS):** Monsieur Lahssaini, le débat veut peut-être qu'on élève la réflexion. Je sais ce qu'est un groupe politique et j'ai du respect pour la plupart des groupes politiques de cette assemblée, en tout cas pour les groupes politiques démocratiques. Quand j'ai parlé d'initiative politique, vous n'avez certainement pas pu voir dans votre dos M. Gilkinet, me dire: "non, pas nous!". C'est mon droit de le faire remarquer aussi! Mettez-vous d'accord! Ayez des réunions de groupe Nord-Sud, Est-Ouest, là où vous voulez mais faites en sorte de parler d'une même voix! Monsieur Lahssaini, ne venez pas me dire que nous avons travaillé dans la précipitation! Je l'ai lu. (...): (...)

**03.20 André Frédéric (PS):** Peut-être, madame. Sous la précédente législature, nous avons probablement tous travaillé trop rapidement. Nous avons l'humilité de le reconnaître! Nous devons d'ailleurs tous le reconnaître car vous avez voté comme moi. La plupart des collègues s'en souviennent.

Nous avons consacré du temps à écouter et à dialoguer avec les personnes de terrain et nous sommes convaincus que les modifications apportées aujourd'hui répondent aux critiques formulées. De plus, on l'a souligné à plusieurs reprises, la Cour constitutionnelle nous a confortés dans notre réflexion, puisque son arrêt de décembre nous oblige à corriger certaines dispositions de la loi de 2006. Pas n'importe quelle disposition, chers collègues, mais celles qui nous posaient un véritable problème de conscience! L'arrêt de la Cour constitutionnelle, d'une qualité juridique exceptionnelle, nous donne donc les balises indispensables afin de trouver une solution pour les détenteurs passifs, en leur permettant de détenir une arme sans munitions, pour autant qu'elle fasse partie de leur patrimoine et moyennant évidemment autorisation du gouverneur.

Il s'agit là d'une avancée considérable qui permet de mettre fin à l'insécurité juridique et de répondre aux craintes émises par un grand nombre de nos concitoyens. C'est notamment par cette mesure que l'on pourra connaître le nombre d'armes en circulation. J'ajouterai que les personnes qui ne respecteraient pas les conditions de la loi s'exposeraient bien évidemment à des mesures administratives et à des poursuites judiciaires. Monsieur le président, chers collègues, nous avons accompli un véritable travail de fond pour clarifier davantage certaines dispositions de la loi. Loin de moi l'idée de passer en revue l'ensemble

des modifications techniques. D'autres collègues l'ont fait brillamment avant moi, mais je voudrais mettre en exergue certains points importants. Au cours des auditions, nous nous sommes aperçus combien il était essentiel de s'assurer de la mise en pratique des textes de loi que nous votons. Ainsi, les nouvelles missions attribuées alors aux gouverneurs sans aucune préparation ont accentué les difficultés d'application de la loi. C'est la raison pour laquelle il me semble sage d'avoir décidé que les autorisations seraient octroyées pour une période indéterminée et qu'il incomberait désormais aux gouverneurs d'effectuer des contrôles selon des modalités qui leurs sont propres. De plus, ces mesures ont été prises afin de rendre la procédure d'autorisation plus rapide.

Nous devons également veiller à rendre performante la transmission d'informations entre les armuriers, la police et le Registre central des armes, de manière à simplifier les charges administratives incombant aux armuriers. Je le redis, nos travaux s'inscrivent dans la droite ligne des attendus de la Cour constitutionnelle, ni plus ni moins. Il faudra assurer une cohérence nationale dans la politique développée par les gouverneurs en matière de collecte. La plupart des dispositions contenues dans la loi qui nous est soumise constituent, à n'en pas douter, une amélioration.

Je voudrais formuler un regret, celui de dire qu'il n'a pas été possible, pour des motifs budgétaires, de diminuer le montant des redevances perçues lors des demandes d'autorisation. J'estime, par exemple, que pour un détenteur passif d'une arme, on augmente la redevance. Je trouve cela dommageable. Nous continuerons aussi à plaider pour une indemnisation des personnes qui ont respecté la loi, les personnes qui, avant le 30 juin 2007, ont déposé leur arme et ont vu cette arme détruite. On les a spoliées de leur bien, de leur propriété, et aucun indemnisation n'est prévue. Nous resterons attentifs à cet aspect des choses. Dans un esprit de dialogue avec les acteurs de terrain, nous pensons aussi qu'il faudra réfléchir à de nouvelles améliorations dès que l'occasion se présentera.

En conclusion, je voudrais remercier le ministre de la Justice et ses collaborateurs ainsi que les collègues qui ont permis de faire avancer ce dossier délicat dans une optique positive.

Le groupe socialiste soutiendra sans réserve ce texte et les amendements.

03.21 **Renaat Landuyt** (sp.a+VI.Pro): Mijnheer de voorzitter, waarde collega's, ik zal proberen even beknopt, of zelfs beknopter te zijn dan de heer Frédéric.

Ik wil twee opmerkingen maken. Ik denk dat er inzake de wijziging van de wapenwet niet veel parlementair werk is gebeurd. Wat wel is gebeurd, is dat men het Grondwettelijk Hof op een punt trouw is gevolgd. Dat doet bij mij de vraag rijzen of het Grondwettelijk Hof niet te veel in de plaats van het Parlement is gekomen.

(..): (...)

De **voorzitter**: Gewoonlijk vraagt men het woord. Beheers uw spontaneïteit.

03.22 **Renaat Landuyt** (sp.a+VI.Pro): Ik zal pogen mijn betoog voort te zetten.

Als u het arrest van het Grondwettelijk Hof leest,

zult u merken dat er een appreciatie wordt gegeven. Met betrekking tot het opstellen van de wet is men van oordeel dat men de wapens niet mag weghalen bij personen die hun wapen willen houden, maar het niet willen gebruiken. De oorspronkelijke bedoeling van de wet was om meer wapens uit de maatschappij weg te halen. Dat was het fundament van de tekst die vorige keer bijna unaniem werd goedgekeurd.

Niemand anders dan het Grondwettelijk Hof heeft opgemerkt dat het een vorm van ontnemen van vermogen is, zeker voor degenen die een wapen zouden willen hebben zonder het te gebruiken, en dat op dat moment de redenering niet meer klopt dat een wapen dat men niet gebruikt, niet gevaarlijk is. De essentie van de doelstelling van de wapenwet was om de wapens uit de huizen weg te halen, omdat ze in crisismomenten gevaarlijk kunnen zijn. Uit de feiten blijkt immers dat ze in crisissituaties worden gebruikt. Dat was wat men wou verhinderen.

Door de redenering van het Grondwettelijk Hof wordt dat, in een eerste lezing, volledig onderuit gehaald. Het is dus niet het Parlement dat stelt dat men kan beslissen om wapens uit de maatschappij weg te halen.

Nee, het blijkt het Grondwettelijk Hof te zijn, dat ons, verkozenen van het volk, zegt dat wij dat niet kunnen doen. Er klopt iets niet aan deze redenering. Ik wil de collega's op de lange termijn toch even wijzen op deze tendens. De beslissing van het Grondwettelijk Hof is tamelijk verregaand, zeer inhoudelijk en, wat mij betreft, weinig juridisch. Het Parlement kon daartegenover een andere houding hebben aangenomen. Men kon een betere motivering genomen hebben voor de oorspronkelijke doelstelling. Ik herhaal, de oorspronkelijke doelstelling van de wapenwet was om wapens weg te halen uit de maatschappij vanuit de internationale vaststelling dat wapens in de maatschappij gevaarlijk zijn, ik herhaal het, in crisissituaties. Die optie is vandaag volledig geschrapt.

Door de toelating een vergunning te geven aan mensen om een wapen te hebben zonder kogels, laat men toe dat de wapens in de maatschappij blijven. Dat is een fundamenteel andere keuze. Dat kan een keuze zijn van de democratie. Ik stel alleen vast dat het de keuze is van het Grondwettelijk Hof dat blind gevolgd wordt. Dit zou kunnen een keuze zijn van deze Kamer en in de mate dat dit effectief een keuze is van deze Kamer kunnen wij dit in ieder geval niet volgen en beschouwen wij dit als een volledig onderuithalen van de oorspronkelijke wet.

U zult hopelijk in de praktijk niet tegenkomen dat wij terug worden geconfronteerd met gevallen van wapengebruik in crisissituaties, waarbij wapens leiden tot doodslag, waarbij wapens leiden tot schieten door mensen die een vergunning zullen hebben voor een wapen zonder kogels. Wees gerust, de kogels verspreiden zich nog veel gemakkelijker dan de wapens in onze maatschappij. Wij hebben hier een officiële achterdeur geïnstalleerd voor een oorspronkelijk goede wet. Ik denk dat wij hier vandaag bij het goedkeuren van dit voorstel, de wapenwet effectief begraven.

03.23 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister,



collega's, na het betoog van de heer Landuyt houd ik de mijne die ik had voorbereid ook maar van mijn bank gegooit. Ik ga rechtstreeks antwoorden op wat hij heeft gezegd.

Ik meen dat de collega's van Open Vld, MR, PS uit de doeken hebben gedaan waar de verandering op neerkomt. Ik kan het dus vrij kort houden.

Wat mij van in het begin van het hart moet, is dat ik eigenlijk hetzelfde betoog kan houden dat ik in 2006 gehouden heb. Ik heb hier een aantal collega's zien staan, en er is een discussie geweest tussen mensen van Lijst Dedecker en Open Vld. Wij hebben vanuit onze fractie steeds aangeklaagd – ook al in 2006, mijnheer Landuyt, al voor de interventie van het Arbitragehof – waar de knelpunten zaten wat de wet van 2006 betrof. Ik meen dat ik even moet oprispen...

De **voorzitter**: Mevrouw Van der Auwera, de heer Van de Velde wenst, meen ik, op te merken dat hij hier een paar jaar geleden nog niet was.

**03.24 Robert Van de Velde (LDD)**: Inderdaad, het doet mij enorm veel plezier dat wij zo'n indruk geven dat wij alom aanwezig zijn geweest. Dat vind ik warm van u, en ik dank u daarvoor. U voelt alsof wij al heel die tijd in deze Kamer aanwezig zijn geweest. Dat is het gevoel dat u weergeeft, en dat siert u op dit late tijdstip. Ik apprecieer dat. Ik dank u daarvoor.

**03.25 Liesbeth Van der Auwera (CD&V - N-VA)**: Mijnheer de voorzitter, ik meen dat toch een aantal dingen opgefrist moet worden.

Collega Landuyt, ik meen dat het volgende toch iets typisch was voor paars. Ik zal even oprispen waarop indertijd de klemtoon lag in de nieuwe wapenwet van 2006. De klemtoon lag, ten eerste, op het transparant maken van de wapenmarkt, ten tweede op het registreren, controleren en het boven water brengen van wapens, ten derde op het centraliseren bij de minister van Justitie van alles wat met wapenbeleid te maken heeft. Maar nergens is klaar en duidelijk gezegd dat wapens vernietigd moesten worden. Een van de stellingen was: wapens moeten boven water komen zodat de controlemechanismen waarin voorzien is werken en gevolgen kunnen hebben.

Dat is wat voorafging aan die wet van 2006. Het doel was het boven water brengen van wapens, maar de wet heeft haar doel volledig gemist. Wapenbezit werd niet massaal geregistreerd.

Integendeel, het aantal illegale wapens nam toe. In de praktijk bleek de wet onwerkbaar. De provinciale wapendiensten waren niet voorbereid op hun taken, het ontbrak hen aan middelen en kennis om de wet toe te passen. Problemen werden opgelost onder de coördinatie van de Federale Wapendienst. Er waren heel veel knelpunten.

Mijnheer Landuyt, u zegt dat er geen parlementair werk is geweest. Vlak na de goedkeuring van die wet in 2006, waarbij onze fractie zich onthouden had, is er binnen het Parlement nochtans een werkgroep tot evaluatie van die wet opgericht. Uw fractie maakte daar deel van uit; alle fracties waren vertegenwoordigd. Uiteindelijk werd er een resolutie goedgekeurd, unaniem.

De resolutie die toen goedgekeurd werd, omvatte een aantal knelpunten, die ik toch even oprispen. Iedereen was het er toen over eens dat de vergunningprocedure vereenvoudigd moest

worden, dat de beperkte geldigheidsduur van de vergunningen in vraag werd gesteld, dat er oplossingen gezocht moesten worden voor de passieve wapenbezitters en dat passieve wapenbezitters ook wapenbezitters zijn die niet jagen of schieten. Die resolutie hebt u toen mee goedgekeurd.

Ondertussen zijn we aan de knelpunten op die manier dus tegemoet gekomen.

Inderdaad, een versoepeling, kunt u zeggen, als er vergunningen voor onbeperkte duur worden uitgegeven, maar er wordt wel een vijfjaarlijkse controle ingevoerd. Ik vraag u wat het meest efficiënt zou zijn.

**03.26 Dirk Van der Maelen (sp.a+VI.Pro)**: Mijnheer de voorzitter, als mevrouw Van der Auwera klaar is, zou ik graag even een opmerking willen maken.

De **voorzitter**: Goed.

**03.27 Renaat Landuyt (sp.a+VI.Pro)**: Hij gaat ze een "kwak" geven, nadien.

**03.28 Liesbeth Van der Auwera (CD&V - N-VA)**: Mijnheer Landuyt, ik vind dat u mij niet moet onderbreken om mij mee te delen dat u mij nadien een kwak zult geven.

Mijnheer Landuyt, inzake de vergunningen met onbeperkte duur, bent u volgens mij ook vergeten dat de onbeperkte duur die nu terug wordt ingevoerd, indertijd ook al bestond.

In 2006 werden vergunningen met beperkte duur ingelast, maar periodieke controles waren mogelijk, eigenlijk ad hoc controles.

Nu gaan we over naar vergunningen met onbeperkte duur, die periodiek worden gecontroleerd. Dat vergroot volgens mij de rechtszekerheid voor de wapenbezitter.

Daarnaast betekent dat ook minder administratieve lasten voor de uitreiking van documenten en is er meer tijd beschikbaar voor de effectieve uitvoering van controles. Die controles gebeuren nu per wapenbezitter en niet meer per wapen. Volgens mij zullen er op die manier ook minder controles nodig zijn.

Samengevat kan ik stellen dat na de wapenwet van 2006 in de werkgroep vrij snel werd vastgesteld dat de wet niet werkbaar was. Daarop hebben we unaniem een resolutie goedgekeurd. Met de vandaag voorliggende wetgeving wordt aan die resolutie tegemoetgekomen.

**03.29 Dirk Van der Maelen (sp.a+VI.Pro)**: Mijnheer de voorzitter, ik wil collega Van der Auwera herinneren aan het feit dat wij ons in 2006 in twee marathonvergaderingen van de commissie voor de Justitie hebben gebogen over deze wet. Ik wil u zeggen, collega, dat de geest van de wet zoals hij toen is goedgekeurd, erop gericht was prioriteit te geven, niet aan de wapenbezitters, maar aan de mensen. Ik heb hier de statistieken bij die wij toen ook hebben gebruikt. In Zwitserland vallen er per 100.000 personen 6 doden per jaar, in Frankrijk bijna 5, in Finland 4,5 en in België 3,7 doden. Ik kan zo nog doorgaan. België is op de 27 lidstaten van de Europese Unie het land met het derde meeste slachtoffers die vallen door wapens. Mevrouw Van der Auwera, ik weet niet of u in die commissie aanwezig was, maar in 2006 was de filosofie van de wet – van de eerste minuut tot de laatste – om het aantal menselijke slachtoffers dat door wapens valt, omlaag te halen. Daarom willen wij de honderdduizenden wapens die in België

aanwezig zijn, terugdringen. Wat collega Landuyt heeft gezegd, was de filosofie van de wet. Als u dat in 2006 niet hebt begrepen, weet ik niet waar u was. Nu, met deze amendementen, wil men niet langer de mensen centraal stellen, maar wil men de wapenbezitters ter wille zijn. Daar waren wij in 2006 tegen en daar zijn wij vandaag nog tegen. Ik betreur het dat degenen die in 2006 ook de mensen centraal hebben geplaatst in plaats van de wapenbezitters, nu een meerderheid hebben gevonden in deze Kamer om de filosofie van die wetgeving te veranderen.

03.30 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V - N-VA): Mijnheer Van der Maelen, u bent zeer pathetisch en zeer naïef tegelijk. Dat is een zeer gevaarlijke combinatie. Uw doelstelling is nobel, wij onderschrijven die. Denkt u dat hier één persoon in het Parlement zit die niet onderschrijft dat onze samenleving beschermd moet worden en die voor het gewoon wild dragen van wapens is? Men moet echter tegelijkertijd realistisch zijn. Er zijn jagers, er zijn sportschutters. Er zijn dus wapens in omloop. Als u denkt dat u met dergelijke uitspraken gaat bekomen dat wapens boven water komen, dat mensen die een wapen in hun bezit hebben, gecontroleerd kunnen worden, dan vergist u zich. U hebt hier toch samen met ons moeten vaststellen in de afgelopen jaren, dat hoe langer hoe meer wapens in de illegaliteit zijn geraakt. Is het dat wat wij willen? Onze doelstelling is wapens in de legaliteit te brengen en periodieke controles uitoefenen. Dan kan men maatregelen nemen en tegelijk sensibiliseren. Het hoofd in de grond steken en roepen dat men tegen wapens is, er dermate tegen tekeer gaan dat er geen wapens worden aangegeven en geregistreerd en er geen controles mogelijk zijn, dat is pas gevaarlijk. Mijnheer Van der Maelen, ik ben er in de vorige legislatuur van de eerste tot de laatste minuut bij geweest en dat was ook nu zo. U moet weten dat het vanuit CD&V-N-VA onze diepste wens was om passief wapenbezit te deactiveren, door de slagpin te verwijderen of via het gebruik van chemische middelen om een wapen onklaar te maken. Dat was natuurlijk het ideaal, dan zaten wij nu niet met wapenbezit zonder munitie, waar collega Landuyt smalend over doet, door te zeggen dat men niet kan schieten zonder kogels. Uit de hoorzittingen is echter gebleken dat de techniek op dit ogenblik niet van die aard is dat voor alle kalibers één standaardtechniek mogelijk is waarmee wapens gedeactiveerd kunnen worden. Het kostenplaatje is bovendien hoog voor bepaalde technieken. Na alle hoorzittingen te hebben gevolgd, na alle personen die op het terrein actief zijn te hebben gehoord en na de proefbank bezocht te hebben, zijn wij tot de conclusie gekomen dat er in de huidige stand van de technologie gekozen kan worden voor passief wapenbezit zonder munitie, zonder dat er voorwaarden gesteld worden om dat wapen te deactiveren. Wat gaat men immers krijgen als men het deactiveren oplegt met het bijbehorende kostenplaatje voor de wapenbezitter? Die mensen gaan dat wapen alweer niet aangeven. Wij komen in onze huishoudens dan weeral met wapens te zitten die illegaal zijn. Ik wil u er toch nog even op wijzen dat dit niet onze doelstelling is. Wij willen weten waar wapens zitten, wij willen een correct, coherent vergunningsbeleid onder toezicht van de minister

van Justitie, met controles en opvolging van wat de techniek in de toekomst brengt. Op een bepaald ogenblik in de toekomst kan dan misschien beslist worden tot een definitief deactiveren

03.31 **Dirk Van der Maelen** (sp.a+VI.Pro): Ten eerste, u kiest voor de belangen van de wapenbezitters. U kiest ervoor dat België het land blijft waar men honderdduizenden wapens in gezinnen laat.

Ten tweede, ik heb gezien, mevrouw Van der Auwera, wie u hebt voorgesteld, met wie u bent gekomen in de hoorzittingen. Dat waren mensen die behoren tot de lobby van de wapenbezitters. Dat was duidelijk genoeg.

03.32 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V - N-VA): Ik wil er even op wijzen wie op Vlaams niveau minister van Sport en minister van Cultuur is en wie onze gouverneur is in Limburg, die naar aanleiding van de schuttersfeesten toch belangrijke uitspraken heeft gedaan ten voordele van sportschutters, jagers en mensen die dat vanuit een folkloristische achtergrond doen. U zou beter in uw partijbureau de meningen iets meer op elkaar afstemmen en tot een consequente visie komen, want u blaast warm en koud tegelijk.

03.33 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Ik heb twee opmerkingen. Ten eerste, ten opzichte van de collega van de sp.a, de hoorzittingen waren zeker niet eenzijdig. Ze waren heel evenwichtig. Er zijn ook mensen aan het woord gekomen die jullie hebben voorgesteld, waaronder de grote pleiter Jef Vermassen, die zoals u wel weet, zeer eenzijdig is in dit verhaal. Die zijn allemaal aan bod gekomen. Heel wat tegenstanders zijn aan bod gekomen, maar ook mensen die voorstander waren van een wetswijziging. Het was heel evenwichtig, gelukkig maar. Ik meen dat het de bedoeling is van hoorzittingen dat alle strekkingen aan bod komen.

03.34 **Dirk Van der Maelen** (sp.a+VI.Pro): Ik heb alleen gezegd dat de mensen die wij gehoord hebben en die voorgedragen zijn door de fractie van mevrouw Van der Auwera uit de hoek van de lobby van de wapenbezitters kwamen.

03.35 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Het gaat hier niet over lobbies. Het gaat hier over honderdduizenden mensen. De sprekers zijn niet alleen door CD&V, maar door alle fracties, behalve uw fractie misschien, voorgedragen, omdat er zich wel degelijk een probleem voordeed met de toepasbaarheid van de wetgeving. Die opmerking wou ik toch maken.

Ten tweede, collega Van der Auwera sprak van een unanieme resolutie. Ik weet dat wij die niet mee hebben goedgekeurd, want de conclusies waren jammer genoeg te braaf. Men heeft toen, onder de vorige regering, niet de verregaande conclusies getrokken die men vandaag gelukkig wel heeft getrokken. Men heeft zeker niet willen luisteren naar die conclusies, want de brave voorstellen die wij toen hebben gedaan, zijn allemaal afgeblokt en gecounterd door minister Onkelinx van de PS. Pas na het vertrek van Onkelinx was een ommekeer mogelijk. Wanneer u zegt dat die veel te brave resolutie unaniem is goedgekeurd, dan moet ik u tegenspreken. Wij hebben die toen zeker niet mee goedgekeurd.

03.36 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Mijnheer de voorzitter, collega's, ik merk dat er

onmiddellijk heel wat commotie ontstaat als het woordje wapenlobby valt. Onmiddellijk voelen een aantal mensen zich blijkbaar aangesproken. Het is inderdaad waar dat deze wetswijziging, de versoepeling die vandaag wordt voorgesteld, er is gekomen onder druk van de wapenlobby. Zij hebben hun werk blijkbaar heel goed gedaan. Zij hebben even gewacht. Het proces-Van Themsche is achter de rug en dan kon er weer worden overgegaan tot de orde van de dag. Het ligt al wat verder in het geheugen en dus kon de klok wat worden teruggedraaid.

Er is inderdaad een evaluatie gemaakt. Ik was er toen niet bij maar onze collega van Ecolo heeft meegewerkt in die werkgroep. Er zijn een aantal conclusies gemaakt. Ik heb die ook gelezen. Als wij die conclusies naast de wijzigingen zetten die vandaag worden doorgevoerd dan zien wij een groot verschil. Wat heeft men gedaan? Men heeft geen uitvoering gegeven aan deze conclusies die vaak technische bepalingen waren of inhoudelijke aanwijzingen bevatten. Men is veel verder gedaan. Men heeft gebruik en zelfs misbruik gemaakt van dat rapport om veel verder te gaan en de wet terug te draaien in de tijd. Dat is de realiteit. Hierdoor gaat België in tegen een internationale trend om particulier wapenbezit steeds strenger te maken en aan strengere voorwaarden te onderwerpen. Met deze wetswijziging wil deze meerderheid, in deze ook gesteund in de commissie door het Vlaams Belang en Lijst Dedecker, deze partij had evenwel geen stemrecht, het individuele recht op wapenbezit te doen primeren op het collectieve recht op een veilige leefomgeving. Ik denk dat dit de essentie is van deze wetgeving.

België heeft een probleem zoals collega Van der Maelen heeft aangetoond. Dit is een statistiek van de WHO, de Wereldgezondheidsorganisatie, die een overzicht geeft van cijfers uit de geïndustrialiseerde wereld. Wij staan daar op de vijfde plaats qua aantal slachtoffers door vuurwapens per 100.000 inwoners. Aan de top staat, en dit zal geen verwondering wekken, de Verenigde Staten, het land met de meest liberale wapenwet. Op de tweede plaats staat Zwitserland. Ook dat is een land waar heel veel wapens in omloop zijn omwille van andere, historische redenen. Dit wil zeggen dat er een link is tussen het aantal wapens dat in omloop is en het aantal doden dat valt door vuurwapens.

Als we naar die cijfers kijken, is het opmerkelijk dat België zelfs slechter scoort dan Italië, dat wordt geteisterd door maffiagroepen. De cijfers voor België zijn zelfs slechter dan die in Italië. 03.37 **François Bellot** (MR): Monsieur Van Hecke, les données dont vous disposez sont agrégées.

Lorsque nous avons mené les auditions, le procureur du parquet fédéral est venu avec des chiffres. Je les ai cités tout à l'heure: 2% des homicides sont commis avec les armes concernées par la loi d'aujourd'hui, 26% sont des armes de guerre en transit dans notre pays via un trafic parallèle dont la loi condamne évidemment la détention puisque ces armes sont prohibées. À notre sens, il faut surtout consacrer les moyens à lutter contre le trafic de ces armes de guerre. Aujourd'hui, la police consacre beaucoup de temps à toutes les formalités qui doivent être

remplies. C'est un à deux hommes par zone de police. Faites le total sur le pays! Si on consacrait les unités de police à la recherche de ces armes de guerre plutôt qu'à la recherche des 2% que la loi concerne, je pense qu'on arriverait à un résultat bien différent!

À l'époque, lors des débats en commission, j'avais cité à la ministre le fait qu'entre le cabinet et le palais de justice de Bruxelles, il était possible de se procurer des armes de guerre à 150 euros avec des chargeurs. Je voudrais connaître le nombre d'enquêtes et de descentes qui ont été faites sur place depuis lors!

*(Applaudissements)*

Par ailleurs, je voudrais savoir si M. Van Hecke parle au nom d'Ecolo-Groen! car je dispose d'une lettre, signée par Mme Durant, au cours de la campagne électorale de 2007, estimant que la loi avait été beaucoup trop loin par rapport aux honnêtes citoyens.

Je sais aussi que Mme Gerken s'est rendue chez un armurier à Liège et je lui laisse la primeur de dire ce qu'elle a déclaré sur place!

03.38 **Muriel Gerken** (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, c'est la raison pour laquelle j'ai participé au groupe de travail qui a rédigé la résolution à la fin de la législature précédente. Cette proposition consistait à dire que la loi que nous avons adoptée contenait des éléments qui n'étaient pas clairs et qui posaient problème. Aujourd'hui, le problème est que la loi proposée va plus loin et est différente de ce que nous avons demandé dans la résolution.

Donnez-vous la peine de parcourir les interventions que j'ai faites lors de la discussion de la loi antérieure! Vous constaterez que je disais que l'adoption de cette loi était trop rapide, car élaborée en relation avec les événements de l'époque et le raid meurtrier du jeune Van Themssche. Il aurait été nécessaire de prendre du recul, ce qui ne fut pas fait, d'où la résolution de modifier la loi.

Je connais des armuriers à Liège qui font des armes de véritables bijoux. Elles sont dorées, sculptées, etc. et leur valeur peut atteindre quelque 6 millions. De telles armes ne seront pas utilisées pour la commission d'actes. On peut comprendre que leurs propriétaires veuillent les conserver. C'est pourquoi j'ai tellement insisté pour mettre au point des mesures qui permettent de neutraliser une arme. Posséder une arme sans munitions, ce n'est pas neutraliser une arme. Car les munitions, je peux toujours dire que je ne les ai pas et m'en procurer ailleurs!

Effectivement, j'ai participé à l'élaboration de la résolution. Des activités, d'ordre artistique notamment, gravitent autour de ces objets et il fallait en tenir compte. Mais la proposition de loi actuelle est différente et va plus loin que les éléments de modification que nous avons adoptés. C'est là que se pose le problème évidemment!

03.39 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Collega's, over de cijfers hebben we in de commissie inderdaad gediscussieerd. Er zijn cijfers gegeven. Ik heb ook de vraag gesteld of er cijfers zijn hoeveel slachtoffers er vallen bij criminele gewelddaden dan wel in familiale omstandigheden. Die cijfers heeft men niet kunnen geven. Dat was natuurlijk wel zeer

cruciaal, ook in deze discussie.

De cijfers waarnaar ik verwezen heb, zijn internationale cijfers en zijn vergelijkingen op internationaal niveau. Dat telt toch ook. Vandaar de vergelijking die ik maak met Italië. Wat is de reden? De reden is niet dat het in België zoveel criminel is. De reden is gewoon dat er accidenten gebeuren, dat er bij familiale, relationele problemen naar wapens gegrepen wordt. Dit is een realiteit. Men grijpt veel gemakkelijker naar die wapens, wanneer die voorhanden zijn. Een ding is zeker: hoe meer wapens er in omloop zijn, hoe groter de kans op ongevallen, hoe groter de kans op een impulsieve daad. We zien dikwijls dagelijks in de krant ongevallen gebeuren. We hebben nog bijvoorbeeld een jaar geleden een feit gehad in Zelzate in een hele rustige wijk, waar een man van ik denk bijna tachtig jaar, zijn buurman heeft neergeknald omdat die te veel lawaai maakte. Omdat hij een wapen in huis had. En wat wij eigenlijk willen zeggen, en dat is de boodschap die wij moeten geven: particulier wapenbezit moet zoveel mogelijk teruggedrongen worden. Dit is de beste garantie op een veilige samenleving. Het is niet voor niks dat er eigenlijk op twee jaar tijd zowat 200.000 wapens zijn ingezameld. Dat wil zeggen, 200.000 wapens die bij particulieren waren die geen wettige reden hebben om een wapen te bezitten. Daardoor kan de maatschappij veel veiliger worden gemaakt. Het gaat er hem niet om, dat verwijt hebben wij ook gekregen, dat wij zeggen dat elke wapenbezitter een crimineel is. Dit is niet waar en dat wil ik hier herhalen. Het zijn gewoon de omstandigheden. Het zijn vaak de meest normale, de braafste mensen die een wapen hebben, die in bepaalde omstandigheden dat wapen toch gaan gebruiken. Dat zijn niet mensen die in se crimineel zijn. Maar wat krijgen we dan in de discussie? In de discussie in de commissie krijg je dan vergelijkingen dat als je met een wagen iemand doodrijdt, je dan ook de wagens moet verbieden. Zo'n argumenten zijn dan aangehaald door de mensen die pleiten voor een liberale wapenwet. Op zo'n discussie kun je natuurlijk niet ingaan. Er is een hemelsgroot verschil tussen een wapen en een wagen: een wapen is gemaakt om te schieten, om te verwonden, om te doden, en een wagen niet. De evolutie naar de versoepeling is een zeer ongelukkige keuze. Er is al op gewezen welke wijzigingen werden aangebracht. De meeste vorige sprekers wijzen er op dat dit eigenlijk allemaal verbeteringen en vereenvoudigingen zijn. Ik wil er vijf uithalen om aan te tonen dat het absoluut geen verbeteringen zijn, maar eigenlijk ernstige versoepelingen van de wapenwet. Ten eerste, de wapenvergunningen zijn niet langer beperkt in de tijd. Vroeger was er een maximumtermijn opgelegd van vijf jaar en nu is het onbeperkt geldig. Men zegt dan wel dat de gouverneur om de vijf jaar een controle zal doen, maar als dat niet gebeurt, of het gebeurt maar om de zes of de zeven jaar, of het gebeurt bijvoorbeeld niet omdat hij er niet veel zin in heeft, of omdat zijn diensten onvoldoende uitgerust zijn om dit te doen – vandaag kunnen ze het werk al niet aan – wat zal er dan gebeuren? Na vijf jaar blijft men gewoon het wapen bezitten. De vergunning blijft geldig na zes jaar, na zeven jaar,

na acht jaar.

De beste en meest efficiënte manier om controle uit te oefenen en om wapens te traceren is een periodieke controle, of die nu om de 3 of 4 of 5 jaar of na een andere termijn gebeurt. Een periodieke controle is de beste manier om dat te doen.

Door te beslissen de controle niet periodiek te doen, meen ik dat de meerderheid een beslissing neemt die in strijd is met de Europese richtlijn. Ik heb daar even naar verwezen in de commissie. De Europese richtlijn, die recent werd gewijzigd, in december 2007, bepaalt dat er wel een maximumperiode van detentie moet zijn die vastgelegd moet worden in de nationale wetgeving. Dat blijkt niet uit de Nederlandstalige versie, maar dat blijkt uit de Franstalige en de Engelstalige versie. Er is een verschil in de versies van de richtlijn.

De Franse versie spreekt over een "période maximale de détention" die vastgelegd moet worden door de nationale wetgever. De Engelse versie spreekt in een zelfde terminologie over een maximale termijn. En wat zegt de Nederlandse versie? Die spreekt over de "maximale limieten tot wapenbezit" maar spreekt niet over de periode. Wel, ik heb de indruk dat de schrijvers van de wetsvoorstellen en de amendementen – onder andere mevrouw Galant die de pen blijkbaar heeft vastgehouden – dat zij – dat siert hen misschien – de Nederlandstalige versie hebben gebruikt en niet de Franstalige versie. Hadden zij de Franstalige versie gebruikt, hadden zij gezien dat dit eigenlijk niet mogelijk was.

Verder wil ik het hebben het bezit zonder munitie voor iedereen die ooit een wapen had dat vergund was. De categorieën van de mensen die nu een wapen mogen houden, zijn al opgesomd. De categorieën zijn uitgebreid: alle personen die een wapen hebben gehad waarvoor geen vergunning vereist was voor 2006, alle personen die een wapen bezitten waarvoor ooit een vergunning is afgegeven, alle personen die een wapen erven, jagers en sportschutters, ook als hun activiteiten zijn beëindigd. Zij zullen allemaal zonder dat ze ooit nog een wettige reden moeten hebben een wapen kunnen houden zonder munitie. En zij niet alleen, ook al hun erfgenamen. Die wapens zullen dus voor eeuwig en altijd in de families blijven. Die zullen altijd in de maatschappij blijven. Weliswaar zonder munitie. En dat is een volgende element. Er is de discussie over het bezit zonder munitie. Het is een heel gevaarlijke evolutie. Men kan wel zeggen: men moet een vergunning hebben om die munitie te moeten kopen. Maar het is bijzonder gemakkelijk om aan munitie te geraken op een andere manier. Men kan bij collega-schutters aan munitie geraken, want die munitie is niet traceerbaar. Wapens wel, maar munitie niet. Men kan lid zijn van een schietclub en daar munitie meenemen. Men kan die op de zwarte markt kopen, enzovoort. Het is voor mensen die beschikken over een wapen dat nog altijd werk niet moeilijk om aan munitie te geraken. Zo kan er toch een gevaarlijke situatie ontstaan.

Die oplossing is dus geen goeie oplossing. Er was een alternatief, namelijk de technische middelen om een wapen tijdelijk onbruikbaar te maken. Nu worden allerlei argumenten aangehaald waarom men die keuze niet heeft gemaakt. Men

zegt dat het technisch niet mogelijk is voor alle wapens. Dat is correct. Het werd ons uitgelegd dat het niet voor alle kalibers haalbaar is. Het is wel haalbaar voor een groot aantal kalibers. Waarom begint men dan niet die maatregel op te leggen voor die categorieën waarvoor die technische middelen wel bestaan? Dit kan perfect. Voor de andere, waarvoor het nog niet kan, kan men dan een andere oplossing kiezen. Op die manier zullen de wetenschap, de techniek en ook de wapenindustrie verplicht worden om te zoeken naar alternatieven voor die wapens die vandaag nog niet op die manier onbruikbaar kunnen worden gemaakt.

Men verwijst dan ook naar het feit dat dit allemaal te veel geld zou kosten. Ik zou graag even willen zien hoeveel het sportschutter of jager jaarlijks aan kogels, aan licenties en dergelijke meer, kost. Heel de discussie over de kosten is zeer relatief.

Ten vierde is er de versoepeling voor de wapenverzamelaars. Dat is ook aangehaald. Vroeger had men om wapenverzamelaar te zijn een collectie nodig van tien wapens. Men gaat dit criterium nu naar beneden halen. Vanaf vijf wapens komt men in aanmerking als verzamelaar. Dit is de poort openen voor categorieën van bezitters die aan vijf wapens geraken. Vele sportschutters en vele jagers zullen waarschijnlijk beschikken over vijf wapens en meer. Zij kunnen nu gebruikmaken van dit achterpoortje om in een veel gunstigere situatie terecht te komen.

Ten vijfde is er de kostprijs van de vergunningen. Men doet een wijziging naar 85 euro, een forfaitair bedrag, ongeacht het aantal wapens. Wij hebben een nota ontvangen van de minister van Binnenlandse Zaken. De commissie had om een advies daarover gevraagd. Dat is zeer leerrijk. Uit de cijfers blijkt dat de kostprijs van de controle, van het registratiesysteem, het vergunningensysteem en dergelijke, veel hoger is dan hetgeen binnenkomt aan vergoedingen die ervoor moeten betaald worden. Met deze wijziging, waarmee slechts één forfaitair bedrag moet worden betaald zal die kostprijs nog veel hoger oplopen. Als wij dit een budgetneutrale maatregel zouden willen maken, zouden de prijzen, in plaats van te verminderen, eigenlijk moeten verdubbelen.

Er zal een probleem zijn. Nu staat dat immers blijkbaar op het budget van Binnenlandse Zaken. Er zal nog een heel leuke discussie ontstaan bij een van de volgende begrotingsbesprekingen tussen de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie, over wie die meerkost moet dragen. Zal die vallen ten laste van het budget van Justitie of van het budget van Binnenlandse Zaken? Uiteindelijk zal het resultaat evenwel hetzelfde zijn. Uiteindelijk zal het de belastingbetaler zijn die zal betalen voor dit systeem, die zal betalen voor het wapenbezit van anderen. Eigenlijk worden de kosten afgeschoven op de maatschappij. Dat is onaanvaardbaar. Collega's, het is duidelijk dat dit voorstel de wapenwet volledig uitholt. Het zal tot gevolg hebben dat steeds meer wapens in het bezit blijven van particulieren, dat er bijna geen wapens meer zullen ingeleverd worden, dat de maatschappij er niet veiliger op zal worden, integendeel. Het Parlement draagt vandaag dan ook een grote verantwoordelijkheid.

Als de wet wordt goedgekeurd, zullen de champagneturken vanavond of vannacht waarschijnlijk luid klinken in de salons van de wapenlobby en bij degenen die de wetswijziging mogelijk hebben gemaakt. De kater zal voor later zijn, voor degenen die slachtoffer zullen worden van de versoepeling van deze wet. Het is voor onze fractie en voor degenen die ijveren voor een veiligere maatschappij met veel minder wapens een zwarte dag. Het zal wellicht moeten duren tot zich een tragische gebeurtenis voordoet, voor iedereen weer zal wakker schieten. Als iemand bijvoorbeeld met een wapen zonder munitie toch aan munitie is geraakt en iemand heeft neergeknald, zullen de debatten opnieuw oplaaien. Dan mag niemand zeggen: "wir haben es nicht gewusst".

03.40 **Fouad Lahssaini** (Ecolo-Groen!):

Monsieur le président, chers collègues, comme vient de le dire M. Van Hecke, nous débattons d'une loi très importante, qui provoque des discussions et des clivages qui se retrouvent dans certains dossiers.

Pour commencer, je voudrais rappeler que, même si nous ne sommes pas favorables à cette proposition d'amendements, nous n'avons rien contre les chasseurs, les sportifs et les armuriers. Ils sont tous soumis à des contrôles et à des critères qui permettent de protéger la société des dérives en matière d'armes à feu.

Une arme n'est pas un jouet ou n'importe quel produit de consommation; on ne la traite pas comme une voiture, comme un objet quelconque. Aujourd'hui, les armes constituent une cause importante d'accidents.

Quel était l'objectif de la loi de 2006? M. Van der Maelen avait souligné son intérêt principal: la protection du citoyen. Cette loi avait pour but de protéger les citoyens et la société des dérives et des dangers de l'utilisation des armes à feu. Depuis son application, on a vu se mobiliser des groupes de pression et des personnes pour des raisons professionnelles ou affectives, et c'est leur droit. C'est notre droit de relayer ces préoccupations, sans pour autant mettre en danger la société et l'intérêt du citoyen qui primaient en 2006. Aujourd'hui, les amendements introduits inversent cette logique et font en sorte de défendre les intérêts des détenteurs.

Les amendements déposés comportent au moins trois dangers de pervertir les préoccupations de la loi de 2006. Le premier amendement est l'autorisation faite aux détenteurs d'armes de léguer leurs armes à leurs héritiers. Le deuxième amendement permet de ne demander l'autorisation de détention qu'une seule fois pour une durée indéterminée. Le troisième amendement porte sur la détention d'armes sans munitions. Quand on combine les trois, on se rend compte que la loi que nous avons votée en 2006 n'a plus aucun sens: il n'y a plus de contrôle sur les armes; il ne faut plus redemander l'autorisation; il n'y a plus de traçabilité des armes et des personnes qui les détiennent.

En tant qu'élu, je me dis que si des groupes de pression veulent modifier cette loi, je me dois de m'intéresser à leurs revendications. J'aimerais donc commencer à défendre leurs intérêts: pourquoi ne pas les défendre? Cependant, puisque la Belgique se situe au cinquième rang

mondial et au troisième rang européen par le nombre d'homicides, je me dois d'observer quelques réserves. En étudiant les lieux et les milieux où se produisent les accidents, on observe que 80% des homicides avec armes à feu ont lieu dans l'entourage de détenteurs d'armes; voilà qui me fait encore davantage reculer.

Moralement, en tant qu'élus, j'aimerais aussi défendre les intérêts des détenteurs d'armes. Et je vais les défendre. Je les défendrai en les protégeant: leur milieu représente un danger pour eux-mêmes et pour leur entourage. Je me mets donc à les défendre, à défendre leurs intérêts en les protégeant des dangers qui les menacent. Un de ces dangers est la détention d'armes. Moralement, je ne peux donc voter ces amendements.

Politiquement non plus. Abstraction faite de mon caractère pacifiste et non violent, je ne puis défendre les intérêts des corporations. Ma logique et mon éducation politique veulent que je défende les principes universalistes; ces principes visent d'abord l'intérêt de la société dans son ensemble. Dès lors, combinant le fait que les détenteurs d'armes représentent un danger pour eux-mêmes et pour leur entourage, qu'ils représentent un danger important vis-à-vis de la société du fait qu'on leur permettra de détenir des armes, de les transmettre et tout cela avec un contrôle moindre, je crie au danger! Et demander aux gouverneurs d'être proactifs et d'effectuer des contrôles, avec les moyens à leur disposition, cela sous-entend une quasi-absence de contrôle.

Je reconnais cependant que, depuis l'entrée en application de la loi, 200.000 armes ont été déclarées et déposées. C'est un bilan positif: en une année, avec les moyens dont disposent les services de récolte des armes, j'estime que le résultat est très important.

Mais je répète qu'aujourd'hui, nous ne pouvons pas laisser passer ces amendements sans crier au danger, sans crier que nous mettrons en danger non seulement la sécurité de nos enfants, de l'entourage des détenteurs d'armes, mais nous renforcerons ainsi le marché noir.

En effet, trouver des armes, des munitions ou des cartouches dans le circuit illicite deviendra non seulement plus facile, mais sera de plus en plus une activité quasiment légalisée, la voie royale pour obtenir des munitions. Voilà pourquoi notre groupe ne peut pas soutenir ces amendements et votera contre ceux-ci de manière affirmée.

03.41 **Robert Van de Velde** (LDD): Mijnheer de voorzitter, beste collega's, vooraleer ik met mijn uiteenzetting van start ga, wil ik enkele mededelingen doen.

Ten eerste, ik wens alle tweedezitters uit dit halfroond, MR, VLD, PS, te bedanken in naam van de 150.000 gedupeerden tot vandaag die ten onrechte hun wapen hebben binnengebracht en vernietigd hebben gezien. De heksenjacht werd waarlijk geapprecieerd, net als de onterechte verkettering die jullie hebben teweeggebracht, die jullie in de vorige legislatuur met alle plezier zelf hebben ineengeboks en goedgekeurd. Vandaag, als gebuisde studenten, komt u er graag op terug. Een tweede boodschap is dat ik ook mevrouw Van der Auwera wil bedanken. Bij het nalezen van de pers, merkte ik dat het door de hulp van mevrouw Van der Auwera komt dat de tweedezitters die hier

voor ons zitten, zich herpakt hebben en die wet op een deftige manier terug hebben kunnen ineensteken.

Voor ik verder ga, wil ik ook even het woord richten tot de linkerzijde, tot de heren Landuyt en Van Hecke. Heren, ik ben het helemaal niet eens met het negatieve mensbeeld dat u hier vandaag schetst. De negativiteit en de naïviteit waarmee u vandaag die wet beoordeelt, tart alle verbeelding. De betuttelende houding van iedereen bij de hand te nemen, te profileren en proberen te institutionaliseren met wetten en regeltjes, gaat te ver. In de huidige maatschappij moeten wij zorgen voor meer responsabilisering, voor een sterker eigenbeeld. (*Protest van de heren Landuyt en Van Hecke*)

U mag straks aan het woord komen. Laat u mij eerst uitspreken.

Het negatieve mensbeeld moet u ...

03.42 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): (...)

03.43 **Robert Van de Velde** (LDD): Mijnheer de voorzitter, u mag altijd tussenbeide komen, natuurlijk.

De **voorzitter**: Dank u voor die toelating! U moet nog even wachten om een verdieping hoger te mogen komen zitten.

03.44 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!):

Mijnheer de voorzitter, ik dank u om mij het woord te verlenen.

Ik hoor u twee dingen zeggen, mijnheer Van de Velde. U beschuldigt ons van een negatief mensbeeld. Ik heb dat niet gezegd. Ik heb erop gewezen dat er heel veel accidenten gebeuren. Ik heb heel uitdrukkelijk gezegd dat mensen die een wapen hebben geen criminelen zijn. Ik heb geen negatief mensbeeld, maar er gebeuren ongelukken. Wie dat niet weet, is ook naïef.

Ten tweede, u zegt dat de regels en de betutteling CRIV 52 **PLEN 051** 10/07/2008

29

te ver gaan. Ik zou u willen vragen wat uw alternatief dan is. Pleit u voor een Amerikaans systeem waar iedereen zomaar wapens kan kopen en waar er geen regels zijn voor het wapenbezit? Wat is dan uw standpunt? Geen wapenwet? Vrijheid, blijheid? Mag iedereen zomaar een wapen kopen? U gaat het mij vertellen?

03.45 **Robert Van de Velde** (LDD): In elk geval ben ik het niet eens met uw eerste stelling. Ik denk niet dat wij in een maatschappij moeten verzeild geraken waar niet meer mag gerookt worden, waar niet meer met een auto mag worden gereden en waar men geen suiker meer mag eten, omdat dat allemaal gevaarlijk is. Ik wil geen maatschappij waarin allerlei betuttelende maatregelen worden omgezet in wetten en regeltjes. Responsabiliseer mensen. Breng ze op de hoogte van de gevaren en zorg ervoor dat ze dat ook zichzelf op een deftige manier inprenten, maar probeer dat niet telkens weer met wetten en regeltjes af te dwingen.

Mijnheer Lahssaini, als u hier staat als de grote verdediger van de universele waarden, dan wijs ik u erop dat individuele vrijheid nog altijd een universele waarde is. Als u die probeert te negeren, gaat u een stap te ver.

Wie het zich nog herinnert, tijdens mijn eerste betoog in deze Kamer heb ik zowel de huurwet als de wapenwet op de korrel genomen vanwege de

manke technische en ideologische inzet en wetgevende kwaliteit van deze wetten. Vandaag is onze fractie dan ook verheugd dat deze wet op een terechte manier een einde zal maken aan de heksenjacht en het verketteren van de bonafide wapenbezitters, zoals jagers, sportschutters en verzamelaars. We steunen dan ook volmondig de voorgestelde wijzigingen, zowel de verstrengingen als de versoepelingen. Ik zal ze niet allemaal opnieuw opnoemen, want dat hebben jullie reeds in extenso gedaan.

Ik zou mij nog willen richten tot minister Vandeurzen. Tijdens de hoorzittingen zijn er een aantal zeer duidelijke elementen naar voren gekomen. De uitvoering op het terrein – daarover is al kort gesproken – laat duidelijk te wensen over. De administratie van de provincies is een drama.

Niet alleen neemt zij veel te veel tijd in beslag maar ze is bovendien administratief op een erbarmelijke manier georganiseerd.

Ten tweede, ik denk dat de oproep van de politie om een lokale specialist zich te laten bezighouden met de wapens terecht is. Het is een stuk van onze visie, mijnheer Van Hecke, om te werken met een lokale specialist die weet waar de wapens zich bevinden en op een deftige manier controle kan uitoefenen. Bovendien kan hij erop toezien dat de vernietiging van de munitie en de wapens op een deftige wordt georganiseerd.

De kwaliteit van het centrale wapenregister is ook erbarmelijk en moet worden bekeken. Tot slot ben ik het ermee eens dat wij vooral moeten focussen op de internationale wapenhandel en de grote criminelen zonder de kleine bezitters van wapens het leven zuur te maken.

Ik denk dat wij een einde moeten stellen aan het government by event, dat nu eigenlijk gebeurd is. Wij moeten gaan voor een maatschappij waarin wordt gekozen voor responsabilisering en niet meer voor betutteling. Dit laatste werkt immers niet en het frustrereert bovendien. Wat dat betreft, geeft deze wet een heel duidelijk signaal. Er werd niet alleen door de wapenlobby maar ook door gewone mensen met gezond verstand gereageerd. Zij begrijpen niet dat wij op een dergelijke manier zo ver willen gaan om mensen het bezit van wat dan ook of het doen en laten van wat dan ook te beperken. Ik denk dat dit een duidelijk signaal moet blijven.

De **voorzitter**: Vraagt nog iemand het woord?  
(Nee)

Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (Non)

De algemene bespreking is gesloten.

La discussion générale est close.